

HUBERT VEDRINE

Ancien ministre des Affaires étrangères français

Jim Hoagland, conseiller de la rédaction, *The Washington Post*

Est-ce que tu peux discuter un peu l'idée de Carl sur le fait que l'opinion publique joue beaucoup maintenant aussi. Et j'ajoute une question aussi : est-ce que la diplomatie est vraiment en danger, blessée par le manque de sécurité, le manque de secret dans le monde ?

Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères français

Je ne vais évidemment pas contester le poids des opinions. Ce n'est d'ailleurs pas tellement récent, ça s'est développé tout le long du XX^e siècle. Et nous arrivons maintenant, en tout cas dans la partie démocratique du monde, à des « démocraties d'opinion » ou « régimes d'opinion ». On ne sait plus très bien quelle est la définition exacte de la démocratie. Donc, dès lors que c'est un élément très important qui pèse sur la décision politique ou diplomatique, on doit en tenir compte. Et c'est là où on retombe sur toutes les nouvelles technologies dont je ne vais pas faire la liste, et que tout le monde connaît, parce qu'il y a cet élément d'opinion. Mais pour moi, même si on intègre cela, il demeure la nécessité absolue d'essayer d'avoir une vision à long terme -quel est l'objectif ?- et de mener en quelque sorte deux exercices parallèles : tenir compte de l'opinion, l'écouter, lui répondre, la calmer, la neutraliser éventuellement. C'est déjà une activité considérable ! Mais pour moi cela ne peut pas être le cœur de l'activité diplomatique. Ça ne devrait même pas être le cœur de l'activité politique. Mais pour avoir une vision politique et diplomatique, il faut savoir tout simplement ce que l'on veut. Il faut donc avoir une vision à long terme qui doit s'appuyer sur un raisonnement historique, etc. Donc il faut faire les deux simultanément : si on est dévoré par la gestion des énormes mécanismes d'opinion et de réaction, au bout du compte il n'y a rien. C'est l'incohérence la plus totale. C'est pourquoi je pense qu'il faut faire les deux. Et c'est compliqué. Voyez par exemple la question iranienne : l'accord récent a ouvert un processus, qui peut avoir une importance considérable. Si le processus se développe correctement, c'est un des événements mondiaux les plus importants depuis vingt ou trente ans. L'Iran est un pays qui peut devenir très vite pré-émergent. Donc la réinsertion de l'Iran dans le jeu international aura des conséquences considérables. En même temps, on vient de le voir, il y a des groupes déterminés à faire échouer ce processus en Iran, parce qu'une partie des bases du régime, pas tous, se sent menacée par le processus de normalisation, chez les Pasdaran ou les Gardiens de la Révolution. Il y a aussi des gens déterminés à faire échouer ce processus aux États-Unis, des gens au Congrès qui veulent qu'Obama n'obtienne aucun résultat positif sur rien. Et il y a une opposition israélienne, saoudienne, et il peut y en avoir d'autres encore, ailleurs. Dans un tel cas, qu'est-ce que ça change les tweets, etc ? Ça ne change rien à la nécessité d'avoir une vision stratégique. La vision stratégique c'est de dire : on va tout faire pour que ce processus aboutisse est que la sécurité soit assurée ; mais d'autres groupes vont chercher chaque jour des prétextes pour le faire capoter. Dans cet exemple, c'est ça le choix de fond, de politique étrangère ou de diplomatie. Les restes ce sont des moyens qu'on adapte, mais il est vrai que quand il faut gérer des mouvements d'opinion considérables, des masses de nuages balayés par les vents dans tous les sens, c'est plus compliqué. Mais je le répète. Je pense qu'il faut garder au cœur de la définition de ce qu'est une diplomatie ou une politique étrangère.

Sur le secret, le problème c'est l'absence de secret *instantané*. Il n'y a pas de secret perpétuel, quasiment pas, même si on peut encore débattre sur les raisons pour lesquelles Jules César a provoqué la guerre des Gaules. Il n'y a pas de secret éternel. Mais ce qui à mon avis met en danger la fonction diplomatique, et toutes sortes d'autres fonctions aussi, comme la fonction médicale, c'est cette idéologie de la transparence immédiate et donc de l'absence de secret instantané, comme si toutes les formes de secret étaient mauvaises. En général ce sont les médias qui sont sur cette ligne. Mais si on leur dit que ça s'applique aussi au secret des sources, ils s'indignent parce qu'ils vivent dans l'idée confortable que s'ils font prévaloir l'idée que la transparence est bonne en soi, ça ne va pas toucher le secret des sources, ni le secret médical, ni le secret bancaire, ni la vie privée. Or ce n'est pas vrai. Donc je pense qu'il faut une sorte de sursaut, presque philosophique, de civilisation, et assumer qu'« il y a dans certains cas des durées, ou des conditions de secret, qui se justifient ». Certaines professions doivent l'assumer contre l'esprit du temps, y compris la profession diplomatique. Je crois que c'est vrai aussi pour le temps de la maturation politique.